



Le livre récent d'Adil Jazouli et d'Henri Rey, en s'appuyant sur de nombreux témoignages, l'histoire de ce qu'il est convenu d'appeler « la politique de la ville », depuis les années soixante jusqu'à nos jours. Cette étude très précieuse montre combien cette politique est partie d'une idée forte : donner plus à ceux qui ont moins, donner plus de moyens aux quartiers en difficulté ou en déshérence pour qu'ils rattrapent le niveau de vie et la qualité de vie des autres quartiers. Il montre combien il y a eu de continuité dans la mise en œuvre de cette politique, ou de ces politiques, au travers de l'action de différents ministres qui en furent chargés – et cela en dépit des alternances politiques. Il montre que si cette politique a eu des effets positifs, si le bâti a changé, il n'en a pas été de même pour la vie des habitants, ni pour la réduction des ségrégations et relégations.

La lecture de ce livre m'a conforté dans l'analyse critique et les propositions, qu'avec d'autres – et avec l'un des deux auteurs du livre –, j'avais faites dès 1998 dans un rapport intitulé *Demain la ville* et que j'ai reprises et prolongées en 2011 dans un nouveau rapport, *Futur des villes, villes du futur, quel avenir pour les villes du monde ?*, rédigé par la Délégation à la prospective du Sénat.

Cette critique et ces propositions portent, pour l'essentiel, sur deux points.

1. On ne peut pas changer la vie dans les quartiers en difficulté sans repenser toute la ville, toute l'aire urbaine. C'est une illusion de croire que cela pourrait se faire à l'intérieur des périmètres de ces quartiers, sans qu'il y ait d'effets sur « le reste » de l'aire urbaine. La politique de la ville ne peut être elle-même « ghettoïsée » au motif qu'elle vise à supprimer des ghettos. La vraie question est celle la ville (de l'agglomération) que nous voulons dans vingt, trente ou cinquante ans. Il faut résolument privilégier la « multifonctionnalité » dans les espaces urbains, la polycentralité, la ville en réseau, non pas la ville nouvelle, mais une nouvelle approche de toute la ville. On me permettra de citer à ce sujet l'une des déclarations que j'ai faites aux auteurs de ce livre et que ceux-ci ont reproduite page 129.

*« Notre rapport de 1998 est un rapport très critique sur la politique de la ville qui dit : "Jusqu'à là il y a eu une politique de réparation, nous voulons une politique d'ambition." Pourquoi politique de réparation ? Parce qu'on s'est débrouillés (il y a des questions naturellement qui sont un peu taboues, mais que nous avons posées) pour dire : "Il y a un ministère de la Ville." Mais j'ai constaté, comme je le redis là : il n'y a pas deux ministères de l'Agriculture, il n'y a pas un ministère pour l'Agriculture qui va mal, et un ministère pour l'Agriculture qui va bien. Or, pour ce qui est de la ville, il y a un ministère dit de la Ville qui s'occupe de la ville qui va mal, et il y a d'autres ministères : le ministère de la Culture, le ministère de l'Équipement ou maintenant du Développement durable, qui s'occupent des autres aspects de la ville. Il y a là, dans ce choix, qui n'est pas celui des autres pays d'ailleurs, il y a déjà la ghettoïsation. Il y a un présupposé, c'est qu'on va changer la vie dans les quartiers sans que ça ait d'impact sur le reste du tissu urbain et de l'agglomération. Or je pense que c'est une illusion et que c'est une erreur grave » (Jean-Pierre Sueur).*

2. Il s'ensuit – et c'est le deuxième point fort sur lequel je souhaite insister – que la politique du « zonage » doit être remise en cause. Longtemps, la France a été la championne du monde du zonage. Mais trop souvent, le zonage – naguère tant recherché par les élus – stigmatise les quartiers qui en sont l'objet et incite ceux qui y vivent à vivre, à travailler, à exercer leurs activités ailleurs que dans les quartiers qu'on a si facilement « zonés », toujours au nom d'intentions prétendument positives, puisqu'il s'agissait de favoriser le rattrapage, alors qu'on a finalement trop souvent relégué dans ces quartiers – et cela toujours plus au fil du temps – les personnes et les familles qui n'avaient (et qui n'ont) ni les possibilités ni les moyens de vivre ailleurs.

~~Ma conclusion est claire. Elle est connue. Il faut une politique de toute la ville, mise en œuvre par un ministère de toute la ville.~~

Jean-Pierre Sueur

Lire les rapports :

>> [Demain la ville](#)

>> [Futur des villes, villes du futur, quel avenir pour les villes du monde ?](#)